

Qui est devenu fou ? Le capitalisme ou les dirigeants occidentaux ?

Posté le : 3 octobre 2026 19:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité, Concepts fondamentaux, Monnaies et changes, Crise mondiale, Crise financière

À l'occasion de la publication du nouveau livre d'Alain Minc, *Un capitalisme devenu fou* – *Comment les riches ont gagné la lutte des classes*, avec Guillaume Erner, on voit émerger une série de commentaires dans la presse remettant en cause la « mondialisation néolibérale », les riches, les héritiers, les mouvements de capitaux etc. et prêchant pour des remises en cause fondamentales de l'économie de marché devenue folle et devant se voir infliger une camisole de force.

Rien ne tient vraiment dans toutes ces vaticinations.

Prenons la question de l'héritage.

De 1914 à 1947, l'économie française a été tragiquement anémiée par deux guerres mondiales et deux crises mondiales l'une sévère en 1919 et l'autre très sévère en 1929. La génération qui a hérité dans les 20 ans suivant la Libération a peu hérité. Mais elle a connu les trente glorieuses. Donc, il n'est pas totalement absurde de constater que le ratio revenu gagné/ capital hérite soit plus fort que celui de la génération post « Trente Glorieuses » qui a bénéficié d'une forte création de capital mais qui connaît la stagnation depuis le début des années 2000. Si, en plus, la proportion des jeunes diminue par rapport à celles des vieux, le phénomène est amplifié. Rien de tout cela n'est lié à quelque dérive capitaliste que ce soit mais à un état de fait désolant dont les auteurs se gardent bien de parler :

- L'effondrement des taux de croissance en Occident, en Europe et en France, avec un déclin lamentable de la France pour le PIB par tête, passant de la troisième mondiale à la 25^e selon le FMI.
- L'effondrement démographique qui a vu la population des plus de 60 ans grossir démesurément alors que celle des moins de 20 ans passait de 30 millions en 1971 à un peu plus de 15 millions aujourd'hui. 50 % de chute !

Le phénomène touchant le ratio revenu sur héritage ne signifie pas du tout que le capitalisme est devenu fou mais que l'Occident a cassé sa croissance et sa natalité. Saquer les « héritiers » dans un tel contexte est ajouter de l'infamie à de la bêtise. On va réduire encore les ressources d'une génération qui aura de bonnes raisons de se considérer comme sacrifiée par les hauts fonctionnaires qui ont assumé depuis les années 1970 la quasi-totalité du pouvoir politique en France et par ceux qui ont mis fin aux Accords de Bretton Woods et favorisé le retour des récessions mondiales périodiques.

Prenons la question des grandes entreprises.

Tout changement dans la taille des zones de chalandise permet une augmentation de la taille des entreprises à succès. Lorsqu'en France, on a constaté une extension nationale des marchés, avec des entreprises capables de servir l'ensemble du marché français, plutôt que quelques marchés locaux

ou régionaux, on a aussitôt vu la taille des entreprises grossir et la fortune des dirigeants avec elle. À partir des années soixante-dix, la mondialisation a étendu au monde entier les zones de chalandise. On a donc vu apparaître des entreprises mondiales avec des dirigeants concentrant des fortunes jamais vues précédemment. Quelle surprise ! La France a réussi à placer sur orbite mondiale plusieurs de ses grandes entreprises mais pas assez. Elles ne sont grandes que parce qu'elles prospèrent sur les marchés internationaux, la force industrielle de la France s'étant étiolée gravement pendant la période. Aucune de ces entreprises n'a un pouvoir politique sérieux. La Chine et la Russie ont mis au pas leurs « oligarques » mais en se gardant bien de mettre fin au capitalisme. L'Europe a condamné longtemps, au nom de la concurrence, la constitution de Molochs industriels et commerciaux, offrant ses marchés aux appétits des ogres extérieurs et en assommant la production de règlements et de taxes.

En fait nous n'avons pas assez de grandes entreprises de niveau mondial et trop de dirigeants se sont engraissés sur la vente à l'étranger de quelques perles et en exploitant des marchés administratifs réservés à quelques « insiders ». Un capitalisme de connivence particulièrement odieux.

Prenons la question de la finance abusive.

C'est un sujet que nous avons couvert dans ce blog inlassablement et nous avons même commis deux livres entièrement consacrés à cette question **L'Étrange Désastre** et **La Monnaie du Diable**.

L'actualité monétaire de la semaine ressemble, de ce point de vue, à une séance de rattrapage pour économistes distraits qu'Alain Minc et son compère auraient intérêt à mieux comprendre.

À Washington, la Réserve fédérale, présidée désormais par M. Kevin Warsh, a relevé ses taux à 3,75-4 % le 16 septembre, première hausse depuis 2023, avec 2 000 milliards de dollars de déficit en onze mois et une dette fédérale qui franchit les 40 000 milliards. Le « dix ans » américain touche 5,3 %, son niveau de 2007 ; l'or vaut autour de 4 200 dollars l'once ; et le dollar... monte. « Le dollar est notre monnaie et votre problème », disait Connally en 1971. Cinquante-cinq ans plus tard, la formule n'a pas pris une ride ; seul le montant a changé. La Maison Blanche juge que la Fed « n'a pas besoin » de monter ses taux et traite le déficit extérieur à coups de droits de douane, la pire des méthodes d'ajustement ; la guerre avec l'Iran et le détroit d'Ormuz se chargent du prix du pétrole.

À Londres, le gilt à trente ans a dépassé 6 % le 1er octobre, un record depuis 1998. M. Burnham, Premier ministre depuis juillet, a juré de respecter les règles budgétaires de Mme Reeves, tout en la remplaçant par M. Healey, qui prépare pour le 28 octobre un budget fait, chacun le sait, d'impôts. L'inflation repart vers 4 % ; la Banque d'Angleterre, six voix contre trois, s'abstient de monter ses taux mais continue de réduire son portefeuille de 46 milliards de livres de gilts par an, au moment où plus personne n'en veut. On appelle cela, à Threadneedle Street, de la cohérence.

À Paris, l'OAT à dix ans frôle 5 %, un sommet depuis 2002, et la France emprunte plus cher que l'Italie et que la Grèce : voilà pour « l'attractivité ». Le gouvernement Lecornu, sans majorité, à dix-sept mois de la présidentielle, présente 43 milliards d'« économies » qui sont pour l'essentiel des gels et des impôts, c'est-à-dire des économies faites par les Français, pas par l'État. Résultat annoncé : un déficit encore à 5 %, une dette à 122 % du PIB et 340 milliards à emprunter en 2027. L'Énarchie compassionnelle a trouvé sa formule : on ne réforme rien, on indexe moins.

Trois pays, trois monnaies, une seule maladie, que personne ne nomme. Depuis l'été 1971 et la destruction du système de Bretton Woods, les grands déficits extérieurs ne sont plus interdits ; ils sont financés, par la dette, indéfiniment, jusqu'au jour où le marché obligataire présente la facture. Ce jour est arrivé partout en même temps : taux longs au plus haut depuis vingt à vingt-cinq ans à New York, à Londres et à Paris, BCE contrainte de relever son taux de dépôt à 2,5 %. L'économie baudruche se dégonfle par là où elle a été gonflée.

L'or à 4 200 dollars n'est pas une bulle : c'est un bulletin de vote contre des monnaies sans ancre. Les économistes officiels, eux, commentent le point de base et le « dot plot » avec la gravité d'un bulletin météo. L'organisation monétaire internationale reste le tabou le mieux gardé de la presse et des chancelleries. Tant qu'il tiendra, l'ajustement se fera comme toujours depuis 1971 : par la récession, et, pour les Français, par l'impôt. Souvent par les deux.

On ne peut certainement pas annuler la dette. Mais les lecteurs peuvent sans doute annuler sans dommage le livre d'Alain Minc et de son compère

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.